

ÉDUCATION ■ L'Observatoire de la laïcité de l'Allier défend l'école publique

« L'État favorise l'école privée »

En raison des fermetures de classes et d'écoles prévues avec la nouvelle carte scolaire, l'Observatoire de la laïcité de l'Allier craint une fuite vers le privé catholique.

Conséquence inattendue de la nouvelle carte scolaire dans l'Allier : celle-ci pourrait nuire au principe de laïcité dans notre département. C'est en tout cas l'avis de l'Observatoire de la laïcité de l'Allier (*).

La carte scolaire pose question

Explications : à la rentrée 2023, dans le département, 29 postes d'enseignants devraient être supprimés, une cinquantaine de classes pourraient fermer, et plusieurs écoles pourraient être supprimées. Parmi elles, Pauline-Kermogard et Anatole-France à Montluçon, laissant tout un secteur de la ville avec la seule présence d'une école privée catholique. « C'est quand même scandaleux que l'État favorise le développement du privé catholique », peste Michel Augustin, secrétaire de l'Observatoire de la laïcité



MEMBRES. « Il faut agir », pour Michel Augustin (secrétaire), Michel Dupont (président) et Daniel Bloux (trésorier), de l'Observatoire de la laïcité de l'Allier. PHOTO CORENTIN GARAUULT

de l'Allier. Pour lui, comme pour Michel Dupont, le président de l'organisme, « c'est une décision grave et contraire aux principes républicains d'égalité et de laïcité ».

Et de citer deux autres exemples où la situation est similaire dans le département : à Gannat, et à Autry-Issards.

L'observatoire de la laïcité sait que, dans ces trois cas, la plupart des parents

choisiront d'envoyer leurs enfants dans une autre école publique, mais « il y aura quand même un afflux vers le privé ».

Pour l'organisme, « les suppressions de postes ne peuvent que nuire à la qualité du service public d'éducation, notamment en milieu rural ».

L'Observatoire de la laïcité lance donc l'alerte, et intime à l'État de « veiller à ne pas favoriser les éco-

les privées au détriment des écoles de la République ». Il rappelle aussi son soutien aux actions menées en ce moment dans le département pour sauver des classes. ■

Emeric Enoud

(*) Cet organisme, qui agit sous l'égide du Comité départemental d'action laïque, regroupe plusieurs associations : la Ligue de l'enseignement, le syndicat FSU, DDEN03, FCPE03, les PEP03 etc. Il n'a rien à voir avec l'Observatoire de la laïcité qui a existé entre 2013 et 2021.